



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Bahrein-le-Printemps-arabe-oublie>

Bahreïn, le Printemps arabe oublié...

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 9 décembre 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Il y a trois ans, le monde était confronté aux défis de ce qu'on a appelé le « Printemps arabe ». Personne alors ne semblait vraiment prêter attention à ce qui se passait à Bahreïn. Pourtant, tout comme au Caire ou à Tunis, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Manama, capitale d'un royaume d'à peine 750 km², pour réclamer plus de démocratie et de droits. Mais contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays arabes submergés par les vagues de protestation, la situation de Bahreïn a été passée sous silence. Personne, à l'exception de rares organisations non gouvernementales étrangères, n'a eu le courage et la volonté de dénoncer ce qui s'y passait. Aujourd'hui, le soulèvement de Bahreïn a fini par être oublié non seulement du monde occidental mais aussi du monde arabe. Ce micro royaume, de jure monarchie constitutionnelle et de facto quasi colonie de son puissant voisin saoudien, est la preuve du deux poids deux mesures de l'impact médiatique des émeutes populaires à travers le monde.

Bien que l'islam chiite soit religion d'État à Bahreïn, c'est la famille sunnite Al Khalifa, régnante depuis 1783, qui dirige souverainement le pays depuis l'indépendance acquise en 1971. Ceci pourrait suffire à expliquer pourquoi l'actuel roi est resté sourd aux revendications populaires des habitants de son royaume. Mais les raisons du désintérêt du monde libre pour la cause des Bahreïnais sont autrement plus complexes. Bien entendu, le facteur religieux occupe une place prépondérante, notamment parce que les manifestations de 2011 sont le fruit des actions de l'opposition chiite, discriminée à bien des égards par le gouvernement et la bureaucratie en place. La dynastie régnante a même demandé, et obtenu, l'aide de ses alliés militaires dans le Golfe, lesquels sont intervenus prestement. Les citoyens n'ont pas plié. Pour autant, le pays a dû faire face à une recrudescence de manifestations, et ce en dépit des élections du 22 novembre 2014 qui n'ont fait qu'illustrer le fossé qui sépare les sunnites, minoritaires mais qui conservent l'essentiel du pouvoir des chiites, majoritaires mais peu représentés politiquement. Selon Nabil Rajab, opposant politique plusieurs fois arrêté, le combat ne s'arrêtera que lorsqu'il arrivera à ses fins. « Le 14 février 2011 (début des manifestations, NDLR), nous avons pris un aller simple pour la démocratie », proclame-t-il, précisant que chaque semaine, au moins 300.000 personnes se rassemblent encore. Non, la révolution n'est pas morte, comme pourrait le laisser croire le peu d'écho qu'on en fait.

En effet, pendant que la communauté internationale et les médias voyaient d'un bon oeil les soulèvements salafistes au Maghreb et en Syrie, c'est un silence glacial qui a accueilli la révolte des Bahreïnais et la répression du pouvoir en place. Plus de trois ans après le soulèvement à Bahreïn et au-delà des annonces officielles mettant en avant des réformes, les autorités continuent de réprimer toute forme d'opposition ou d'expression divergente. On estime que plus de quatre-vingts manifestants sont morts à ce jour et que le nombre d'arrestations a atteint les 3.000. Pour un petit pays de 1,24 millions d'habitants, c'est un nombre très élevé.

Récemment, Nabil Rajab a été convoqué puis arrêté pour expliquer « des tweets offensants ». Dans un de ses derniers, il a affirmé que d'anciens membres des services de sécurité du Bahreïn étaient partis se battre en Syrie, dans les rangs de l'État islamique. Il est étonnant de voir que l'arrestation du dissident n'a pas été plus relayée par les médias occidentaux, y compris les grandes chaînes audiovisuelles, comme un signe de soutien à toute liberté d'expression, et que l'attention des journalistes se soit focalisée sur les frappes aériennes et sur les apprentis djihadistes en partance pour l'Irak ou la Syrie. Du côté du gouvernement et des institutions internationales, c'est une fois de plus le grand silence. Aucun communiqué ne semble avoir été publié. Pourquoi les gouvernements européens n'apportent-ils pas un soutien politique à Nabil Rajab, un militant qui a soulevé une question importante sur l'origine et la montée de l'État islamique ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'appui direct pour soutenir ces voix dissidentes qui se font arrêter dans des pays qui prétendent lutter contre l'État islamique, mais qui en contrepartie arrêtent toute personne qui remet en cause la logique de ce gouvernement ?

À ces questions, Nabil Rajab répond sans langue de bois. Selon lui, « la raison pour laquelle ce n'est pas relayé dans les médias est qu'ils appartiennent à des familles dirigeantes de nos régions ou à des dirigeants occidentaux qui veulent garder de bonnes relations avec les dictateurs avec qui ils font des affaires dans le pétrole, les armes, etc. ». Et de se dire « très attristé de la manière dont les gouvernements les ont abandonnés, ignorent leur combat pour la démocratie alors que l'on parle de l'Ukraine, de l'Iran, de la Syrie ». « Pourquoi eux et pas nous ? », s'interroge Nabil Rajab, disant avoir « les mêmes revendications » et « des valeurs communes avec l'Europe, et en particulier avec la France humaniste ? » Au grand dam du dissident bahreïni, l'histoire officielle de notre pays est décidément bien trompeuse.

Capitaine Martin

<http://www.resistance-politique.fr/article-bahrein-le-printemps-arabe-oublie-125157277.html>